

Nouvelles locales du vendredi 04 juillet 2014

@rib News, 04/07/2014 ĩ Justice - Comparution ce vendredi du président de lâ€™APRODH devant le tribunal de grande instance de la mairie de Bujumbura. L affaire n a pourtant pas été étudiée quant au fond puisque les avocats de défense ont demandé la libération provisoire de Pierre Claver Mbonimpa pour deux raisons. D une part, selon la loi, la défense a estimé qu une personne âgée de plus de 60 ans poursuivie pour une infraction qui n est pas grave de comparaître étant libre. D autre part, comme lui-même lâ€™a affirmé, lâ€™accusé souffre de diabète depuis d  peut pas continuer à vivre en prison sous le régime alimentaire des maisons carcérales.

Le procureur de la République en Mairie de Bujumbura a pourtant estimé que lâ€™infraction qui est reprochée   Mbonimpa est grave et à la défense de répliquer que cela n est pas du tout vrai puisque même le ministère public a requis une peine d emprisonnement de 5 ans pour dire que cette infraction n est pas du tout grave. De plus, le ministère public a estimé que lâ€™avocat de Mbonimpa a affirmé sur les ondes qu ils sont prêts aux débats, mais la défense a demandé au procureur de ne pas considérer les déclarations sur les ondes, mais celles faites devant le juge. Malgré lâ€™opposition persistante du ministère public qui trouvait que cette question devrait avoir été étudiée par la chambre de conseil, la question a été prise en délibéré. Le siège a en effet demandé à la défense d apporter les preuves de lâ€™été ainsi que celles de cette maladie de diabète dont il souffre avant la prise de décision qui est attendue mardi de la semaine prochaine. Après cette audience qui n a duré que presque deux heures, Mbonimpa a été embarqué vers la prison de Mpimba sous les acclamations d une foule nombreuse qui était venue le soutenir mais malheureusement qui n a pas pu suivre lâ€™audience au moyen des hauts parleurs puisque le tribunal en a catégoriquement refusé lâ€™installation [rpa/bonesha/rtr/isanganiro/rtnb] ĩ Politique - Questions orales au sénat burundais lâ€™après midi de ce jeudi avec le ministre de lâ€™intérieur. Edouard Nduwimana devrait répondre aux questions des sénateurs sur ce qui se dit dans les secteurs dont il a à répondre. En effet, sur la question de savoir ce que le gouvernement est en train de faire pour que les lamentations de la société civile cessent en matière du droit de manifestation, il a répondu que le gouvernement ne vas pas accepter que les organisations de la société civile fassent des manifestations ensemble puisque selon lui, elles n ont pas toutes le même objet. Il fait savoir que le souhait premier de lâ€™administration est le respect de la loi et des engagements et obligations de chacun. Il demande ainsi aux organisations de la société civile de respecter la loi et de demander une permission d une manière individuelle. [isanganiro/rtnb/rtr] - Le comité central du parti Uprona élu en 2009 annonce qu il va tenir une réunion en date du 13 juillet 2014 pour essayer de trouver une réponse aux questions qui minent le parti Uprona. Selon le professeur Evariste Ngayimpinda, ce comité qui est reconnu par les Badasigana et le ministère de lâ€™intérieur comme étant le seul organe du parti Uprona qui est habilité à diriger ce parti dans la période d entre deux congrès. Ainsi, il demande à Concilie Nibigira de se joindre à eux lors de cette réunion et au ministère de lâ€™intérieur d envoyer des observateurs qui puissent se rendre compte de la situation. Il a profité de cette occasion pour annoncer que lâ€™organe qui a pris la décision de chasser Nditije de ce parti n existe pas dans la hiérarchie de ce même parti ; ceci pour dire que cette décision est nulle et de nul effet. Il ajoute aussi que même si Concilie aurait été élu par les Badasigana, ce qui n est pas du tout le cas, elle n aurait pas ce droit. De son côté, le député Charles Nditije fait savoir qu il n a pas peur ni inquiet de cette décision. Selon lui, si les tribunaux burundais arrivent à soutenir cette décision, il respectera le verdict. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha] ĩ Société Après que la mosquée de la colline Gihungwe de la commune Gihanga dans la province de Bubanza ait été brûlée la nuit de lundi à mardi de cette semaine qui touche à sa fin, le représentant a.i de la Communauté Islamique du Burundi (COMIBU) trouve que certaines autorités administratives dans cette province ne se sont pas bien conduites dans cette affaire. En effet, Haruna Nkunduwigwa trouve qu il y a des autorités de cette province qui avaient affirmé que cette mosquée devrait être démolie. De même, il ajoute que certaines autres avaient demandé aux musulmans d aller prier   Buyenzi dans la ville de Bujumbura comme s  il y avait des quartiers pour telle ou telle autre confession religieuse. Il demande à la communauté islamique de cette colline de rester calme et de montrer un comportement exemplaire surtout pendant cette période du ramadan et de ne pas céder à la provocation. Il demande plutôt d intensifier la prière pour que le bon Dieu change les cœurs de ceux qui ont fait du mal aux musulmans de Gihungwe. Il demande tout de même aux autorités chargées de faire des enquêtes de continuer à les faire pour que les auteurs de cet acte de vandalisme soient traduits devant la justice et punis conformément à la loi. [bonesha/rpa]